

INTRODUCTION

En présentant ces textes parus dans la revue **AGIR**, qui exposent dix ans de réflexions sur la marche stratégique du monde (1999-2009), et ce à un moment où le brouillard s'épaissit vingt ans après la fin de la guerre froide, on découvre à leur lecture et *a posteriori* l'ampleur croissante des interrogations d'un chercheur qui observe la planète stratégique en « spectateur engagé ».

Le travail de ma thèse de doctorat en science politique avait cherché à évaluer l'évolution de la vision stratégique de la France de 1994 à 2008¹ ; on passait alors *de la Défense nationale à la sécurité collective*². C'était une modification sensible de la posture française permise par la réassurance nucléaire nationale, gage d'autonomie stratégique. Mais on observe aussi l'accélération du temps et la fluidité stratégique actuelle, car ces temps-là semblent déjà révolus. Alors faut-il continuer à penser les affaires militaires et de sécurité dans un cadre qui se délite et un âge qui s'achève ? Quels seront les temps à venir³ ? Quelle marge de manœuvre stratégique la France pourra-t-elle y préserver ? Voilà la question.

Il faut bien constater que les lignes directrices de la planète stratégique sont de moins en moins lisibles et que la crise qu'analyse méthodiquement depuis dix ans la revue **AGIR** est plus qu'un épisode passager qui aurait somme toute été acceptable après une guerre mondiale,- et la guerre froide fût assurément une troisième guerre mondiale.

Cette fameuse *crise* qui est responsable de l'incertitude stratégique actuelle⁴, et cause d'un désenchantement général, nous annonce sans aucun doute un changement d'âge historique. *Le monde qui va* (texte 2) est aujourd'hui engagé dans des reclassements majeurs et les paradigmes encore pertinents hier s'avèrent de plus en plus inopérants. La guerre a muté et nous devons conduire désormais des *guerres hors piste* (texte 4) et des combats sans guerre⁵. L'âge de Yalta s'est sans doute refermé en

1990 ; il aura été bien plus court que celui de Westphalie ou celui de Vienne. L'âge de la charte de San Francisco est lui aussi en passe de se périmer mais on ne l'a pas encore perçu. C'étaient les âges classiques de la centralité de l'Etat, de la démocratie parlementaire et de l'économie libérale. Ne sommes-nous pas arrivés à la *fin du cycle de l'Etat-nation* (texte 8) et de bien d'autres cycles structurants⁶ la société moderne ?

La période de transition actuelle, l'intermède stratégique que nous vivons, risquent de durer encore quelques décennies avant qu'un nouvel ordre puisse s'imposer durablement. Car il faudra sans doute attendre pour qu'il s'établisse que la planète ait fini de se remplir des quelque deux milliards d'habitants, pour la plupart Africains et Asiatiques, qu'elle va devoir accueillir dans les décennies qui viennent, avant qu'un plateau démographique permette au monde de se refermer sur lui-même et de s'administrer durablement. Et la mondialisation célébrée sans discernement risque en réalité de s'accompagner d'une dissociation diffuse qui consacrera *le pari perdu de l'universel* (texte 3), pari principalement occidental, on le découvre tardivement. On s'étonnera moins dès lors que, dans cette période complexe, on vive une telle *crise de la planification stratégique* (texte 6) : on est passé *de la défense nationale à la sécurité collective* sans maîtriser vraiment cette transition (texte déjà évoqué) et cette sécurité ne fonctionne pas bien ; on s'est essayé à remplacer la dissuasion nucléaire par *l'intimidation conventionnelle* (texte 5) et cela ne marche guère. Et dans ce même temps, on a constaté la fécondité déclinante des articulations sur la base desquelles s'organisaient l'ordre de Yalta et celui de San Francisco. *La prolifération nucléaire* (texte 11) est là pour le rappeler ; elle requiert une approche moins convenue.

Pour *penser la France au XXI^e siècle* (texte 9) et élaborer son système de sécurité, il faut sans doute étudier mieux *le système du monde* (texte 10) tel qu'il s'élabore, imaginer comment le nouveau puzzle stratégique va pouvoir s'organiser, quel type de régulations il exigera et tenter d'influencer ses évolutions pour préserver la marge de liberté d'action nécessaire à l'exercice de toute stratégie, qu'elle soit nationale ou européenne.

Voilà l'état des **esquisses stratégiques** publiées dans ce cahier; elles

dessinent l'incertitude ambiante et devront être complétées. Car la réflexion doit continuer résolument et sans doute autrement car la méthode pratiquée aujourd'hui, notamment dans les exercices de type « Livre blanc », a montré ses évidentes limites. Une autre approche pourrait être utile

Penser la stratégie de la France au XXI^e siècle, c'est en effet aussi penser ses atouts et ses handicaps. C'est penser aussi sa capacité à exister comme acteur capable de garder entre ses mains les principales clés de son destin et les moyens de peser tant soit peu sur l'organisation du monde⁷ ; c'est évaluer sérieusement sa liberté d'action. C'est passer sa capacité d'adaptation et son esprit de décision au filtre des réalités prévisibles d'une planète en profonde mutation. C'est se demander comment la France se prépare à affronter les grands enjeux collectifs, la révolution démographique, l'exigence écologique, le grand bazar des marchés globalisés ? C'est choisir entre freiner ou accélérer ces évolutions ? Faut-il en effet faciliter ces changements annoncés du monde pour pouvoir se replacer au cœur du jeu des pouvoirs et des puissances ? Ou faut-il au contraire continuer de les ralentir pour profiter le plus longtemps possible avec quelques autres des avantages stratégiques acquis dans les ordres précédents ? Penser la stratégie de la France au XXI^e siècle, c'est aussi refuser la tentation d'une retraite politique, économique et sociale dans une structure euro-atlantique pilotée par son parrain américain, faute de pouvoir échapper au remplissage du monde et à sa densification compétitive hors du champ occidental.

Ma conviction est que nous avons des atouts suffisants pour préserver la capacité de la France à se survivre à elle-même dans le système complexe qui vient, avec toutes les possibilités qu'il lui offre. Et ce en préservant trois exigences essentielles, garantir l'exercice de sa souveraineté autant que faire se peut, promouvoir ses intérêts, participer à l'organisation du monde, y faire valoir ses vues et assumer les responsabilités que lui confèrent son histoire, sa culture et sa géographie. Sur ce socle de nécessités, on peut asseoir un projet politique offensif et prendre des sûretés défensives pour pouvoir en tous temps, en tous lieux, assurer la sauvegarde nationale de ses intérêts, ceux qui sont à la base du contrat social français.

Pour cela redéfinir la place de la France, son rôle dans cette nouvelle société des hommes dont le centre de gravité n'est plus dans le monde occidental mais, bien loin d'ici, à l'est. La loi du nombre est implacable, mais elle ne dessine pas une carte exacte et stable du pouvoir et des puissances de la planète. A la France de savoir s'y tailler une place à sa mesure pour rester dans le groupe de tête de la planète et de valoriser ses atouts et avant tout la qualité des Français dont il lui faut renforcer le niveau de formation, l'ambition, l'altruisme et la volonté.

Parmi les raisons d'être confiant, il y a le volontarisme de la France, base de sa capacité de rebond avérée après de grands chocs ; la vitalité de sa démographie ; sa triple nature stratégique qui la positionne naturellement au cœur de la planète globalisée. Elles permettent d'oser penser la France comme un véritable acteur du XXI^e siècle. Il reste à développer ces atouts, à les recombinaisonner et à en convaincre élites et opinion publique.

Jean Dufourcq⁸, Pâques 2010.

Notes :

¹ « D'un livre blanc à l'autre. Chronique d'années clés pour la France, sa posture stratégique, sa défense et sa sécurité (1994-2008) ». Thèse sur travaux pour le doctorat en science politique, mention relations internationales, dirigée par M. Jean-Jacques Roche, professeur de Science politique ; université Paris II- Panthéon-Assas. Soutenue le 31 janvier 2008. (A paraître).

² Les titres en italique sont ceux des textes publiés entre 1999 et 2009 qui ont été rassemblés dans ce cahier d'AGIR. Ils sont agencés et présentés dans un ordre académique sans souci chronologique, ce qui peut expliquer les évolutions d'une analyse qui s'étale sur une décennie et des redondances qui expriment des convictions qui se consolident progressivement.

³ Voir « les temps à venir », Athéna n°1, 1996.

⁴ Voir dans la RDN du mois d'avril la réflexion de Pierre Hassner.

⁵ Voir « Hypothèses géostratégiques pour l'Europe de demain », Commentaire, 1999.

⁶ Voir « A la charnière », Politique Etrangère, juin 2002.

⁷ Voir L'état d'organisation du monde.

⁸ Contre-Amiral (2S), docteur en science politique, académicien de marine, directeur d'étude à l'IRSEM, rédacteur en chef de la Revue Défense nationale.